



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

JAPON - COREE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TOKYO

N° 185 – Du 27 février au 12 mars 2023

Sommaire

Japon

- ❖ La Chambre basse de la Diète approuve un budget record de 114 400 Mds JPY (817,1 Mds EUR).
- ❖ Le Japon inaugure la nouvelle Asian Zero Emissions Community (AZEC) en accueillant deux événements internationaux.
- ❖ La production de masse de batteries semi-solides en plein essor au Japon.

Corée

- ❖ Pour la première fois en 10 mois, l'inflation en Corée passe sous la barre des 5%.
- ❖ Les autorités coréennes souhaitent améliorer les conditions de concurrence sur le marché bancaire.
- ❖ Le gouvernement coréen cherche à atténuer sa dépendance à la Chine dans les minéraux critiques.
- ❖ La Corée s'inquiète des nouvelles règles de subventions américaines en matière de semi-conducteurs.

Japon - Corée

- ❖ La Corée retire sa plainte à l'OMC à l'encontre du Japon, sur fond de réchauffement diplomatique entre les deux pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

114 400 MDS ¥

Budget record approuvé par la Chambre basse de la Diète japonaise

Japon

1 Macro-économie et finance

Le budget de l'Etat japonais pour l'année fiscale 2023 a été validé par la Chambre basse de la Diète le 28 février. Il atteint le montant record de 114 400 Mds JPY (817,1 Mds EUR), soit 21% du PIB réel 2022. Le budget de la défense connaît une hausse historique de 48,6 Mds EUR, soit une croissance de 26% par rapport à 2022 et la plus forte augmentation annuelle en valeur des dépenses militaires depuis 1952. Cette hausse s'inscrit dans le cadre des annonces du gouvernement qui entend doubler les dépenses militaires et les porter à 2% du PIB d'ici 2027. Un fonds supplémentaire de « reconstitution des ressources pour la défense » d'environ 307 Mds EUR sur cinq ans (de 2023 à 2027) doit ainsi être mis en place. Celui-ci serait financé avant tout par des obligations de construction (des obligations souveraines différant des obligations spéciales de financement du déficit habituellement utilisées), une rupture dans la politique de défense du pays qui n'a pas été financée par de la dette depuis 1945. Le fond sera alimenté dès 2023 de 24 Mds EUR, en utilisant en majorité ces obligations, les fonds non-utilisés prévus pour le COVID, avant de recourir à des mesures fiscales à partir de 2024. Concernant les dépenses de sécurité sociale, celles-ci s'élèvent à 263,5 Mds EUR (+1,5%) et représentent près d'un tiers du budget (32,3%), marquant un recul de 1,4 points dans la part du budget. Les aides COVID reculent de 35,5 à 26,6 Mds EUR. Le budget inclut également des mesures pour financer le « nouveau capitalisme » du Premier ministre Kishida, dont 3,6 Mds EUR pour la transition énergétique, la promotion de la R&D, la création d'une « l'Agence pour l'enfance et la famille » visant à soutenir la natalité, et l'accélération par l'Agence du numérique du plan « *Digital Garden City Nation* » en augmentant son budget de 714 Mi EUR. [KyodoNews](#), [Asahi Shimbun Digital](#), [Nikkei](#), [The Asahi Shimbun](#), [The Asahi Shimbun](#)

2 Politiques économiques

Le Japon inaugure la nouvelle « Asian Zero Emissions Community » (AZEC), une initiative lancée à l'automne dernier avec l'Indonésie autour de la décarbonation de l'Asie, en accueillant ses deux premiers événements internationaux. Le 4 mars, une première réunion organisée par le METI (Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie) a rassemblé les ministres de 10 pays en plus du Japon – tous les pays de l'ASEAN à l'exception de la Birmanie, ainsi que l'Australie. Une déclaration commune a été publiée appelant à renforcer les collaborations pour aller vers la neutralité carbone tout en assurant la sécurité énergétique, en développant et en déployant différentes technologies telles que l'hydrogène, l'ammoniac, les CCUS¹ et les énergies renouvelables. Le Japon s'est engagé à fournir une coopération technologique ainsi que des financements, notamment pour l'aménagement d'infrastructures énergétiques. Le Premier ministre a également annoncé la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en hydrogène produit en Australie vers le Japon - de l'Etat de Victoria vers la ville de Kawasaki. Un protocole d'accord sur ce projet avait été signé la veille, lors du premier forum d'investissement public-privé de AZEC, entre Japan Hydrogen Energy, Iwatani, J-Power et Sumitomo Corp. Au total, 28 protocoles d'accord ont été signés lors de ce forum, par exemple entre Mitsubishi Heavy Industries (MHI) et la compagnie publique d'électricité PLN en Indonésie pour l'utilisation de l'hydrogène et de l'ammoniac dans les centrales thermiques. En lien avec une compagnie pétrolière indonésienne, TEPCO va par ailleurs étudier la production, le transport et la vente d'hydrogène et

¹ CCUS : « Carbon Capture, Usage & Storage » fait référence aux technologies de capture et séquestration du carbone.

d'ammoniac produits à partir d'électricité géothermique, tandis que la société Shizen Energy et un consortium philippin vont collaborer dans le domaine de l'éolien terrestre. [Communiqué AZEC](#), [Nikkei \(1, 2, 3, 4, 5, 6\)](#), [Nikkei Asia](#)

3 Entreprises

La production de masse de batteries semi-solides est en plein essor au Japon. Kyocera, première entreprise au monde à produire ce type de batterie en masse depuis 2021, dispose d'une capacité de production annuelle de 200 mégawattheures, soit l'équivalent de 20 000 systèmes résidentiels de stockage d'énergie (batterie de secours pouvant alimenter une maison pendant une journée en moyenne). Le site, basé à Kyoto, tourne pour l'instant à environ la moitié de sa capacité. Kyocera projette d'augmenter sa production avec un nouveau produit de plus grande capacité dès 2025. En effet, la capacité actuelle de la batterie reste faible : 140 wattheures par kilogramme, soit seulement 60% de la capacité moyenne des batteries lithium-ion.

De son côté, la start-up japonaise Battery Innovation Hub a développé une batterie semi-solide avec une durée de vie deux fois plus longue qu'une batterie lithium-ion. Grâce à l'utilisation d'un gel à l'intérieur de la batterie permettant de réduire le risque d'incendies ou de fuites, l'empreinte carbone et les coûts d'approvisionnement tout au long de la vie du produit sont divisés par deux. La start-up commercialisera des batteries pour smartphones dès octobre prochain et vise à étendre son application aux véhicules électriques et aux drones à l'horizon 2027.

Basée à Nagoya, l'entreprise NGK Insulators a choisi un autre matériau pour sa batterie semi-solide ultra-mince : la céramique. EnerCera est pensée pour les appareils connectés intelligents, et peut être rechargée jusqu'à 9 000 fois, soit le triple des batteries lithium-ion classiques. Une longévité inédite, dont la production a récemment débuté dans la préfecture de Yamanashi. [Nikkei](#), [Nikkei](#)

Corée

1 Macro-économie et finance

Pour la première fois en 10 mois, l'inflation en Corée passe sous la barre des 5%. Selon les données de la Banque de Corée, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4,8 % au mois de février, un niveau qui marque un ralentissement significatif après une année 2022 à 5,2 % de moyenne. Lors de son dernier comité, la Banque Centrale a décidé de geler son taux de base sur fond de ralentissement économique, une décision confortée par ces derniers chiffres, bien que des préoccupations subsistent. En effet, l'inflation coréenne est portée par la hausse record de 28 % de la facture des fluides (eau, gaz, électricités ...) en février bien que les coûts de ces derniers soient plafonnés par le gouvernement. Alors que le ministre des Finances a annoncé le prolongement du blocage de cette hausse de frais, l'aggravation des résultats négatifs des exploitants laisse présager de nouvelles hausses dès la fin du premier semestre. Par ailleurs, la réouverture du marché chinois pourrait relancer l'inflation à l'échelle mondiale, notamment dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie. [YonHap](#), [The Korea Times](#), [Korea Herald](#), [Pulse News](#)

2 Politiques économiques

Les autorités coréennes souhaitent améliorer les conditions de concurrence sur le marché bancaire. Après les critiques émises par le président Yoon sur les profits records perçus par les banques en 2022, le régulateur financier sud-coréen a annoncé à son tour qu'il élargirait la divulgation d'information sur les différences de taux entre les banques pour les prêts et les dépôts et renforcerait l'examen des mécanismes de fixation des taux. Bien que des efforts aient déjà été menés en ce sens mi-2022, le régulateur annonce la diffusion de ces nouveaux indicateurs afin d'améliorer la transparence mais également d'offrir aux clients de meilleurs choix dans la sélection des produits financiers. Cette action s'inscrit dans un éventail de nouvelles mesures visant à contrer la position supposée dominante des grandes banques sur le marché et à élargir la concurrence. En outre le régulateur a déclaré entamer des discussions sur l'autorisation de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché, tels que des assureurs ou encore des sociétés non financières. Dans ce contexte les autorités annoncent qu'elles tiendront des réunions régulières afin de proposer de nouvelles mesures détaillées d'ici la fin du semestre. [JongAngDaily](#), [Pulse News](#), [The Korea Times](#), [YonHap](#)

Le gouvernement coréen cherche à atténuer sa dépendance à la Chine dans les minéraux critiques. Le gouvernement coréen a communiqué début mars une liste de 33 minéraux critiques, dont 10 désignés comme « stratégiques » pour leur utilisation dans les semi-conducteurs et les batteries : le lithium, le nickel, le cobalt, le manganèse, le graphite et cinq types de terres rares. Cette liste s'inscrit dans un plan gouvernemental visant à diminuer la dépendance à la Chine pour ces minéraux d'environ 80% aujourd'hui à 50% d'ici 2030, dans un contexte de préoccupation grandissante sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, incarné notamment par l'*Inflation Reduction Act* américain. Le gouvernement envisage ainsi d'approfondir sa coopération avec 30 pays particulièrement dotés en ressources naturelles et de mettre à profit son implication dans le Partenariat pour la sécurité des minéraux, mis en place à l'initiative des Etats-Unis en 2022. Le gouvernement compte aussi relancer sa politique d'investissement minier à l'étranger et mettre en place des incitations financières pour les entreprises investissant à l'étranger dans ce domaine. Au plan national, le gouvernement va porter son niveau de stock stratégique à 100 jours d'utilisation (contre 54 actuellement) et mettra en place un système de libération de stock d'urgence. Le plan comporte enfin un objectif de recyclage de minéraux critiques de 20%, contre 2% actuellement. [Yonhap](#), [Maeil Business](#)

3 Entreprises

La Corée s'inquiète des nouvelles règles de subventions américaines en matière de semi-conducteurs. Le ministre coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie a déclaré le 6 mars dernier que les règles de subventions du *Chips and Science Act*, publiées il y a quelques jours par les Etats-Unis, étaient « trop nombreuses et inhabituelles », estimant qu'elles pourraient amener les fabricants coréens Samsung et SK à revoir à la baisse leurs projets d'investissements sur le sol américain. Ces règles interdisent notamment aux groupes d'investir dans des technologies de pointe dans des « pays préoccupants », sous peine de se voir retirer la subvention américaine, ce qui a été vu par la presse comme une référence à la Chine. Les entreprises doivent en outre rembourser jusqu'à 75% de leur subvention si leurs bénéfices dépassent un certain montant déterminé par le gouvernement. Les entreprises devront enfin fournir au gouvernement américain une liste détaillée de documents, ce qui soulève des questions relatives au secret des affaires et à la protection des technologies. Au cours des derniers mois, Samsung et SK avaient respectivement annoncé des investissements de 17 Mds USD et 15 Mds USD dans les semi-conducteurs aux Etats-Unis, espérant bénéficier du plan de subvention de 38 Mds USD décidé par le gouvernement américain l'été dernier. Selon les indications du gouvernement américain, les

subventions fédérales accordées à Samsung et SK pourraient être de l'ordre de 2 à 2,5 Mds USD par projet. [Korea Economic Daily](#), [Joongang Daily](#)

Japon-Corée

La Corée retire sa plainte à l'OMC à l'encontre du Japon, sur fond de réchauffement diplomatique entre les deux pays. Le 6 mars 2023, le ministère coréen en charge du Commerce a annoncé la suspension d'une plainte à l'OMC à l'endroit du Japon, déposée en 2019 suite aux mesures de restrictions imposées par le Japon à l'encontre de la Corée concernant des exportations de composants chimiques essentiels à la fabrication de semi-conducteurs. Le Japon avait également retiré la Corée de sa « liste blanche » de partenaires commerciaux de confiance, ce qui a eu un impact direct sur les relations économiques. Cette escalade s'inscrivait dans la contexte d'un différend lié à la question du travail forcé lors de la colonisation japonaise de la Corée (entre 1910 et 1945). Une nouvelle réponse a été apportée à ce différend il y a quelques jours par la constitution par la Corée d'un fonds de contribution volontaire. Le gouvernement et les milieux d'affaires coréens ont déclaré vouloir saisir l'opportunité du réchauffement diplomatique en cours pour redynamiser les échanges commerciaux, en baisse tendancielle depuis plusieurs années.

Du côté japonais, le Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) a également annoncé vouloir rétablir le dialogue « comme il l'était avant 2019 ». Néanmoins, le gouvernement reste prudent, et ré-affirme que les restrictions qui avaient été imposées relevaient de la sécurité, et non de l'histoire des deux pays (les composants chimiques pouvant avoir une application militaire). Le Premier ministre Kishida s'est également exprimé, appelant de ses vœux un renforcement des relations entre les deux pays. [Korea Times](#), [Korea Herald](#), [Nippon](#), [Nikkei Asia](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : SER de Tokyo et SE de Séoul

Rédacteurs : Au service économique régional de Tokyo : le pôle Economie et Finance, le pôle Innovation, le pôle Agricole et Alimentation et le pôle Développement Durable

Au service économique de Séoul : le pôle Economie et Finance et le pôle Politiques Sectorielles.

Contact : Raphaël Keller, Ministre Conseiller aux Affaires Economiques
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Tokyo (adresser les demandes à : tokyo@dgtresor.gouv.fr).

Newsletter : Adresser votre demande d'inscription à tokyo@dgtresor.gouv.fr.